

## Notre camarade, notre ami, notre compañero : Patrick, El viejo

Jeudi 17 avril, au Crématorium de Rouen, un hommage très chaleureux a été rendu à Patrick Choupaut, notre camarade de SUD éducation Haute-Normandie et membre de la Commission Internationale de Solidaires, décédé à 67 ans des suites d'un cancer. En présence de sa compagne, de ses filles, d'autres proches dont sa sœur qui nous livra un émouvant témoignage sur leur enfance commune, des centaines de militant-es et d'ami-es, camarades syndicalistes et vieux compagnons de route, étaient venu-es saluer sa mémoire et lui dire combien pour nous toutes et tous, sa vie et son combat auront compté.

Après que nous ayons rendu hommage à Patrick au nom de la fédération des syndicats SUD éducation et de l'Union syndicale Solidaires, ses camarades du syndicat local nous ont fait le portrait d'un homme toujours disponible, notamment pour imprimer le journal (imprimeur était d'ailleurs son premier métier) et y écrire ses inimitables brèves tournant en dérision les puissants de la planète.

Une autre facette de son talent a été rappelée : la traduction, sous le nom de « *El Viejo* », de nombreux articles de presse et communiqués de l'espagnol vers le français, en particulier les textes du sous-commandant Marcos et des zapatistes, à qui il exprimait ainsi toute sa solidarité et qu'il contribuait à faire connaître. Patrick lui-même avait écrit un essai politique : *Engels et les sauvages*. Et il venait de terminer la traduction des *Mémoires de la lutte des Sans-terre* (de Julian Bastias Rebolledo, "agitateur" chilien), publiée dans la revue Variations.

Au plan international, de touchants messages de camarades ont été lus, représentatifs de dizaines d'autres en provenance d'Argentine, du Mexique, du Brésil, de l'État espagnol, d'Allemagne, d'Algérie, de Catalogne, du Pays Basque, d'Italie, de Suisse, de nombreux autres pays encore... où Patrick avait tissé des liens au fil de ses activités pour la Commission Internationale de SUD éducation et de Solidaires.

Tout cela rythmé par les musiques latino et le jazz qu'il aimait tant, dont la *Salsa de los muertos*, qu'il avait choisie de faire jouer pour l'occasion, comme un dernier pied de nez à la vie qui ne voulait plus de lui.

**Hasta luego, compañero, hasta la victoria, siempre.**  
*Tes camarades internationalistes de l'Union syndicale Solidaires.*

## Turquie : la multinationale suisse licencie les travailleurs

La multinationale suisse *Georg Fischer*, a licencié 37 membres de Lastik-Is qui tentaient de syndiquer leurs collègues dans sa filiale turque *Georg Fischer Hakan Plastik*. L'entreprise est un leader du marché de la fabrication de tuyauterie, des pièces automobiles et des machines-outils. Lastik-Is, syndicat des ouvriers du pétrole, de la chimie et du caoutchouc de Turquie, affilié à la centrale nationale DISK et à IndustriALL, subit la répression depuis sa récente création. **Cette fois, la direction licencie 37 salariés pour le simple fait d'avoir exercé leur droit à la liberté d'association ! D'autres membres sont appelés un à un, à des entretiens avec la direction au cours desquels, ils sont invités à démissionner du syndicat.** Ces représsailles ont lieu en dépit de l'agrément du syndicat par le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale. Lastik-Is représente plus de la moitié des effectifs, le seuil nécessaire pour être reconnu comme partenaire dans la négociation collective. A ce jour, *Georg Fischer* refuse toute tentative de dialogue au niveau international ; une campagne de soutien s'organise, l'Union syndicale Solidaires y participe.

[www.labourstartcampaigns.net/show\\_campaign.cgi?c=2256](http://www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=2256)



Tes camarades de la commission internationale de l'Union syndicale Solidaires

## Argentine : soutenons l'autogestion à l'hôtel *Bauen* de Buenos Aires

L'hôtel *Bauen* est une des entreprises récupérées par les travailleurs-ses parmi les plus emblématiques d'Argentine. Fermé par ses propriétaires suite à une manœuvre frauduleuse qui a jeté à la rue tous les travailleurs fin 2001, ce grand édifice de 20 étages situé en plein centre de Buenos Aires a été abandonné pendant plus d'une année avant qu'un groupe d'anciens travailleurs-ses ne l'occupe le 21 mars 2003. **Pendant 11 années, un processus autogestionnaire a été entrepris, permettant de créer 130 postes de travail et de valoriser, quasiment sans financement extérieur, un hôtel vidé et abandonné par ses patrons.** Cet hôtel, qui était précédemment le symbole de la corruption du pouvoir, a été transformé en un lieu de réunion et de solidarité pour les mouvements sociaux, les syndicats et les organisations de travailleurs, où se sont tenues des centaines d'événements culturels, universitaires et de débats.

L'hôtel *Bauen* n'est pas seulement un emblème de l'autogestion. Il était aussi un exemple clair de la connivence et de la corruption entre le pouvoir économique et la dictature génocidaire qui a ensanglanté l'Argentine entre 1976 et 1983. Le *Bauen* a été construit pour le mondial de football de 1978 avec des crédits jamais remboursés qui ont été accordés par une banque d'Etat, la *BANADE*. Du fait de cette dette, l'Etat pourrait très bien récupérer la propriété de l'hôtel. Au lieu de cela, la justice a estimé que l'entreprise *Mercoteles* (continuité de l'entreprise originale) est propriétaire de l'immeuble et a ordonné l'expulsion de la coopérative de travailleurs. Cette décision a été contestée par la coopérative mais les recours ont été rejetés par toutes les instances judiciaires.

Le 21 mars 2014, à l'occasion du 11e anniversaire de la récupération de l'hôtel *Bauen* par les travailleurs, l'ordre d'expulsion a été signifié à la coopérative. Les travailleurs-ses et de nombreuses organisations sociales sont disposés à résister en espérant qu'une solution définitive soit trouvée, qui reconnaisse le travail et le rôle social, économique et culturel de l'entreprise autogérée et qui ne récompense pas les entrepreneurs corrompus et complices de la dictature.

De nombreuses organisations et personnes dans le monde, dont l'Union syndicale Solidaires, se solidarisent avec les travailleurs de *Bauen* et attendent une solution urgente permettant de poursuivre une expérience d'autogestionnaire qui est exemplaire dans le monde. <https://www.surveymonkey.com/s/R7HGGT8>

## Grande-Bretagne : 5 jours de grève dans le métro de Londres



Depuis des mois, le syndicat RMT lutte contre les projets patronaux de suppressions d'emplois et contre la dégradation de la sécurité et du service offert aux usagers.

La loi britannique, héritée de Thatcher et non remise en cause par les gouvernements qui se sont succédés depuis 30 ans, impose un long parcours avant la grève. Les « négociations » ont duré 8 semaines ; elles ont été sabotées par l'organisation patronale qui, loin de répondre aux revendications, a multiplié les provocations, annonçant 800 suppressions d'emplois supplémentaires. **Le plan patronal prévoit d'importantes coupes parmi le personnel de station et la fermeture de tous les points de ventes.**

Le syndicat RMT souligne qu'outre leurs conséquences sur l'emploi et sur les conditions de travail, ces mesures touchent de plein fouet les usagers, notamment les personnes âgées, handicapées, avec des enfants, et aussi les touristes. Toutes ces attaques sont en totale contradiction avec les engagements pris par l'actuel Maire de Londres... avant son élection. **RMT appelle à 5 jours de grève totale dans le métro de Londres : les 29 et 30 avril, puis du 6 au 8 mai.** [www.rmt.org.uk](http://www.rmt.org.uk)

## Uruguay : solidaires avec nos camarades d'ArcelorMittal en grève



Réunis en congrès, l'Union Syndicale Solidaires Industrie ainsi que ses sections et syndicats implantés chez ArcelorMittal dénoncent avec vigueur **le plan d'externalisation prévu par le groupe en Uruguay, qui ferait passer en sous-traitance plus de 35% des travailleurs-euses.** L'Union réaffirme sa totale opposition à la sous-traitance, qui n'a d'autre but que la baisse des salaires et engendre systématiquement la perte des droits et la dégradation des conditions de travail. Nos camarades métallurgistes uruguayens, syndicalistes de l'UMTRA, peuvent être assurés que l'Union fera tout ce qui est en son pouvoir pour les soutenir dans cette lutte contre les choix de la direction d'ArcelorMittal qui, ici même en France, a récemment trahi ses promesses et causé de nombreux ravages économiques et sociaux par sa stratégie du profit maximal.

Après plusieurs semaines de grève, les métallurgistes ont fait céder la direction de Cinter, la filiale d'ArcelorMittal !

# Algérie : convergence, luttes, démocratie, autonomie...

Nous reprenons ci-dessous un communiqué des organisations, collectifs et acteurs de la société civile sous signataires, réunis le samedi 19 avril à la Maison des Syndicats :

[...] **les pseudo-dialogues, les fausses réformes ainsi que les simulacres d'élections ne peuvent produire le changement espéré par les algériennes et les algériens** : la crise et l'impasse politique n'ont fait que s'accroître. De l'autre côté, la société organisée ou non, manifeste son refus de la reproduction du système à travers des luttes et des initiatives porteuses d'espoir pour l'avenir. L'émiettement des forces en lutte reste un handicap pour amorcer un changement démocratique vers :

- Une société où seront consacrés toutes les libertés et les droits Humains et d'où émergeront des contrepouvoirs.
- Un Etat de droit consacrant la séparation effective des pouvoirs.
- Le rétablissement de la souveraineté populaire à travers des élections libres et transparentes organisées par une instance indépendante de toute tutelle administrative ou autre.

**Les organisations, collectifs et acteurs sous signataires, convaincus que seule la fédération des forces peut imposer la concrétisation de cet objectif, propose la constitution collective d'un espace de la société civile de convergence et de lutte, démocratique, autonome et inclusif.**

Pour ce faire, des contacts seront entrepris avec tous les acteurs et initiatives agissant pour le changement en vue d'une prochaine réunion [...] tout reste ouvert au débat. Même si l'espace se veut indépendant du champ partisan, les organisations, collectifs et acteurs de la société civile sous signataires exhortent les partis politiques à prendre collectivement leurs responsabilités historiques pour rendre possible l'aspiration au changement. Les signataires condamnent le lynchage médiatique à l'encontre des militant-es au milieu du silence complice de la justice.

SNAPAP - SESS – SATEF – RAJ - SOS –Disparus – CNDDC - LADDH - CLA - Mouvement 10 avril 2014 (Boumerdès) - SNAE.

## Soutien aux salarié-es de Lafarge, à Oggaz.

En 2008, l'entreprise française *Lafarge* prend le contrôle de la cimenterie de Oggaz (Algérie). **En cinq ans, un tiers des postes - 270 sur 800 - sont supprimés.** Alors que la production du site augmente pour atteindre des niveaux record, les ouvriers ont à subir une augmentation des charges de travail, l'arrogance de la direction et l'abandon des promesses de participation aux bénéfices sous forme de primes.

Les travailleurs désignent leurs délégués pour des négociations en novembre 2013. Dès la fin du mois, l'entreprise suspend 17 personnes dont les délégués. Pourtant condamnée, l'entreprise refuse de les réintégrer et multiplie les sanctions : elle refuse notamment de verser les primes de suspensions prévues par la loi. **L'UGTA (Union Générale des Travailleurs Algériens) dissout l'union locale et retire ainsi la protection légale des représentants syndicaux.**

**Victimes de l'acharnement de l'entreprise Lafarge et de la bureaucratie syndicale aux ordres du pouvoir, les 17 suspendus entamaient le 9 mars 2014, une grève de la faim.** Alors que celle-ci durait depuis 24 jours, face aux pressions, les grévistes et ceux qui les accompagnent – dont les syndicalistes autonomes – ont organisé une manifestation le mercredi 02 avril. L'union syndicale Solidaires les soutient et condamne sans réserve les répressions antisyndicales dont ils sont victimes tant de part de la transnationale *Lafarge* que de l'organisation qui n'a plus de syndicale que le nom.

[www.cisa-algerie.com](http://www.cisa-algerie.com) [www.maisondessyndicats-dz.com](http://www.maisondessyndicats-dz.com)

# Contre le traité transatlantique, nous manifestons le 17 mai

Les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) négocient la signature d'un traité de libre-échange dont **le but est d'instaurer un grand marché transatlantique (GMT) dans lequel toutes les réglementations liées au commerce seraient uniformisées.**



Le gouvernement des Etats-Unis cherche à signer des accords de libre-échange afin d'intensifier ses échanges commerciaux : après l'ALENA (Amérique du Nord), le Partenariat Trans Pacifique (avec certains pays d'Asie et d'Amérique latine), le GMT doit permettre aux Etats-Unis de couvrir les principales zones économiques du monde par des traités commerciaux et de s'assurer une place centrale dans un contexte de concurrence économique débridée.

De son côté, **l'Union européenne poursuit sa politique ultra libérale**, tant dans ses rapports commerciaux avec les autres Etats et zones économiques du monde (démantèlement des protections douanières, libéralisation maximum des échanges commerciaux...) qu'à l'intérieur de ses frontières (libéralisation de toutes les activités économiques, privatisations, nivellement par le bas des normes sociales...)

Des campagnes sont menées dans plusieurs pays européens. Des manifestations sont organisées le 17 mai. A Paris, elle aura lieu d'Opéra à République.

**Depuis les années 90, l'explosion du commerce mondial n'a créé ni croissance ni richesse supplémentaire, mais a exacerbé la concurrence entre les Etats et institutionnalisé toutes les formes de dumping (social, environnemental, fiscal, réglementaire...).** Encore une fois, ces traités de libre-échange se discutent, se préparent et s'adoptent à l'abri du regard des peuples et de leurs représentants, mais sous la forte influence des lobbyistes de tout poil.

[www.stoptafta.wordpress.com](http://www.stoptafta.wordpress.com)

## Australie : graves attaques antisyndicales et contre le droit de grève

Pour la première fois en Australie, **des travailleurs sont menacés de voir leurs biens personnels saisis, suite à une grève**. 33 salariés d'une entreprise de la région de Pilbara avaient été condamnés à de fortes amendes suite à une grève de 8 jours. Ils ne faisaient que revendiquer le paiement de tout leur dû et un engagement de réemploi lors de la phase suivante du projet (extraction de gaz naturel). 6 ans plus tard, la « justice » vient d'ordonner aux huissiers de saisir leurs biens ! **Criminalisation des grévistes, pressions sur celles et ceux qui luttent et leurs proches, en Australie ou ailleurs, les lois capitalistes servent ... les capitalistes !**



## Maroc : ripostes populaires contre l'injustice sociale

Ce mois d'avril 2014 a vu se développer différents fronts de luttes au royaume de Mohamed VI. Une actualité riche dans un pays où le corollaire d'une profonde misère sociale est une riposte populaire toute aussi profonde et déterminée.

A Casablanca, tout d'abord, le 6 avril, quelques 30 000 personnes manifestaient contre le gouvernement islamiste d'Abdelilah Benkirán. Un gouvernement, qui comme les précédents, poursuit un peu plus encore les coupes sombres, provoquant une dégradation aiguë des conditions de vie de la population : augmentation conséquente du prix de l'essence et des produits alimentaires de première nécessité (pain, semoule, sucre), refus réitérés de répondre aux justes revendications de l'association des « diplômés chômeurs » (ANDCM), nouvelle loi dans le service public ponctionnant désormais les journées de grève des fonctionnaires (ce qui n'était pas le cas avant), et dialogue social avec les syndicats interrompu. A noter deux éléments importants de cette mobilisation :



- **Si cette manifestation était à l'appel d'une intersyndicale nationale (UMT, FDT, CDT), celle-ci est née surtout de la volonté de secteurs combatifs au sein de ces syndicats qui ont poussé à la convergence et à l'action.** Une convergence syndicale, pas évidente à l'origine, tant les appareils de ces mêmes syndicats, pour beaucoup inféodés au système monarchique (*Makhzen*), ont freiné des quatre fers l'idée d'une telle mobilisation unitaire. En vain, la colère populaire et les bases syndicales ne leur ont pas laissé le choix.
- **Une fois de plus, on doit déplorer des arrestations et des violences policières.** Une répression ciblée à l'encontre de militants du *Mouvement du 20 février* dont le cortège a été attaqué violemment en pleine manifestation. Son tort : avoir scandé des slogans hostiles au gouvernement mais aussi au roi : inacceptable dans un pays où ce dernier est au dessus de tout et inattaquable ! Le *Mouvement du 20 février*, issu avant tout des secteurs les plus combatifs de la jeunesse marocaine, né il y a trois ans en écho au *Printemps arabe*, avait perdu ces derniers mois de sa vigueur et retrouve depuis peu un second souffle.



L'ODT organisait une marche le 20 avril et appelle à la grève dans la fonction publique et collectivités locales le 15 mai.

**A Beni Tadjit (province de Figuig, à la frontière algérienne, que certain-e-s appellent le Maroc oublié), ensuite, la population a décrété une opération « ville morte »** le 15 avril pour s'opposer à ce qu'elle considère comme la marginalisation de celle-ci. Les revendications portent sur des éléments concrets du quotidien d'habitant-e-s exsangues et particulièrement pauvres : la construction d'un hôpital et l'électrification des bidonvilles en marge de la ville.

**A Khourigba, encore, les 16 et 17 avril, 600 mineurs de filiales de l'entreprise d'Etat OCP (Office chérifienne du Phosphate) se sont mis en grève** en dépit des pressions et des provocations policières. Les revendications de ces ouvriers : le paiement des heures supplémentaires, un salaire uniforme de tous les salariés, une meilleure couverture sociale, l'arrêt des licenciements et la transformation des contrats à durée indéterminée en CDI.

**A Tanger, enfin, le 27 avril, une grève sur le mot d'ordre du « respect des droits syndicaux, pour l'union, la solidarité et la lutte »** a été massivement suivie par les ouvrier-es des multinationales des zones franches. Depuis quelques années est née dans cette partie du pays une nouvelle classe ouvrière, issue des emplois créés par les nombreuses entreprises européennes qui y ont implanté des sites de production. Une de ces entreprises est française puisqu'il s'agit de Renault qui y a construit une usine ultramoderne, suite à la délocalisation d'une partie de la production des sites de Douai et de Cléon. Le problème pour les ouvriers : non content de payer des salaires de misère, les multinationales (dont Renault) avaient au préalable négocié avec le roi du Maroc une condition à leur implantation : le refus que s'y développe toute expression syndicale. Les ouvrier-es de ces entreprises ne l'entendent pas de cette oreille et l'ont fait savoir.